

CONV 561/03

CONTRIB 248

NOTE DE TRANSMISSION

du Secrétariat
à la Convention

Objet : Contribution de M. Claudio Martini, observateur à la Convention:
"La prise en compte de la dimension régionale et locale de l'Union dans les
deux parties du Traité"

Le Secrétaire général de la Convention a reçu la contribution figurant en annexe de M. Claudio Martini, observateur à la Convention.

**CONTRIBUTION DE CLAUDIO MARTINI, MEMBRE OBSERVATEUR DU COMITE
DES REGIONS**

**« La prise en compte de la dimension régionale et locale de l'Union dans les deux parties du
Traité »**

Introduction :

Lors de la séance plénière du 7 février, plus d'une cinquantaine de conventionnels ont reconnu le niveau régional et local comme partie intégrante du modèle démocratique européen ; appuyant ainsi les positions déjà exprimées par le Parlement européen, la Commission européenne, le Comité des régions et les associations d'autorités régionales et locales. Un consensus s'est dégagé sur la nécessité de traduire ce rôle dans les premiers articles du traité constitutionnel.

L' « Europe des Régions » contre l' « Europe des Etats » est donc un débat dépassé.

Le Traité constitutionnel doit entériner cet état de fait et faire en sorte de renforcer la base démocratique de l'Union en favorisant une plus grande coopération entre l'Union, les Etats et les régions, dans le respect des ordres constitutionnels propres à chaque Etat.

Il doit le faire aussi bien dans la première partie du Traité que dans la seconde.

1. Introduire la dimension régionale et locale dans la partie constitutionnelle

Seul un compromis réaliste construit autour des formulations suivantes permettra de progresser dans cette voie :

- La mention du respect des identités nationales, régionales et locales qui permettra à chaque Etat d'associer selon ses propres règles les échelons locaux et régionaux à la vie de l'Union ;
- la reconnaissance d'une démocratie européenne qui s'exerce à travers tous les niveaux de représentation élus démocratiquement : européens, nationaux, régionaux et locaux ;
- l'institutionnalisation d'un principe de consultation des administrations régionales et locales, dans le respect des systèmes constitutionnels des Etats, en amont, dès l'élaboration des propositions législatives à fort impact territorial et en aval, pour la mise en œuvre de ces propositions ;
- l'inscription de la cohésion territoriale parmi les objectifs de l'Union, comme corollaire de la cohésion économique et sociale ;
- la reconnaissance du rôle que jouent les politiques communes pour garantir la cohésion interne de l'Union, et en particulier la politique de cohésion ; ce qui permettra d'avancer vers la mise en place d'instruments dynamiques et novateurs tels que les contrats tripartites et des cadres pour la coopération trans-européenne ;

- le renforcement du rôle du Comité des Régions par l'octroi du droit de saisine de la Cour en cas de violation du principe de subsidiarité.

2. Renforcer la politique de cohésion dans la seconde partie du Traité

Ces principes ne seront viables que si les politiques communes, que tous les niveaux de gouvernement sont appelés à mettre en œuvre, sont clairement définies dans la seconde partie du Traité.

Le projet présenté ne répond pas à cette ambition. Il opère, d'une part, une classification des politiques en fonction des compétences mais également des objectifs de l'Union, introduisant ainsi une confusion qui remet en cause la volonté de lisibilité exprimée par la Convention. Il semble, d'autre part, minimiser la contribution que certaines politiques communes, et en particulier la politique régionale, apportent au renforcement de la cohésion interne.

Il est au contraire nécessaire, dans la perspective d'une Union élargie, d'approfondir les politiques sur lesquelles se fondent l'unité et la solidarité de l'espace européen.

La Convention devrait par conséquent réexaminer le projet de seconde partie du Traité en envisageant une classification des politiques en fonction de leur lien avec les objectifs de l'Union définis à l'article 3 du Traité, dans un souci de cohérence et de clarté au regard des citoyens.

Or, trois de ces objectifs, qui appellent une contribution plus importante des échelons régionaux et locaux, en complément de l'action menée par l'Union et par les Etats, sont absents du projet actuel :

- le renforcement de la solidarité pour faire face aux élargissements ;
- le renforcement de la compétitivité du territoire européen ;
- la volonté d'une plus grande prise en compte des problématiques de développement durable.

Ces trois objectifs interdépendants mériteraient d'apparaître dans le Traité de manière lisible et cohérente, sur la base du modèle suivant:

A. MARCHE INTERIEUR

- Libre circulation des personnes et des services
- Libre circulation des marchandises
- Capitaux et paiements
- Le rapprochement des législations

B. POLITIQUE ECONOMIQUE ET MONETAIRE

C. SOLIDARITE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

- Politique de cohésion économique sociale et territoriale
- Réseaux transeuropéens
- Environnement
- Protection des consommateurs et santé publique
- Aides d'Etats à finalité Régionale et régimes fiscaux dérogatoires
- Coopération au développement
- Contribution de la coopération décentralisée aux politiques de coopération extérieure de l'UE et des Etats Membres

- Engagements internationaux (Energie, Transport, Environnement)

D. COMPETITIVITE

- Règles de concurrence
- Emploi
- Politique sociale
- Recherche et développement technologique
- Education, formation professionnelle, jeunesse
- Industrie

- Agriculture
- Politique maritime (pêche, industrie navale, législation,...)
- Culture

E. ACTION EXTERIEURE

- Politique commerciale
- Politique étrangère et de sécurité commune
- Conclusion d'accords internationaux (autres que le volet C8)

F. DEFENSE

Les Chapitres C et D répondent aux motivations suivantes :

- les notions de solidarité et de développement durable font partie intégrante d'un même projet, qu'il soit dédié à la cohésion interne de l'Union ou au renforcement de la promotion du modèle européen à l'extérieur des frontières de l'Union ;
- la notion de compétitivité doit apparaître à la fois dans les objectifs de la future politique de cohésion – en partenariat entre les Etats et les collectivités – ou comme ligne stratégique dans un certain nombre de politiques sectorielles et transversales dans lesquelles l'Union et/ou les Etats exercent un rôle soit exclusif soit moteur.
- Une attention particulière doit être portée à la situation des territoires qui connaissent des contraintes géographiques et démographiques sévères et à caractère permanent (insularité, isolement du au relief dans les zones de montagne, très basses densités de population), ce notamment dans l'article 158, ainsi que dans les dispositions relatives aux règles de concurrence.

I. Conclusion

C'est ce que nous devons avoir à l'esprit au moment où nous élaborons les amendements aux articles du Traité, si nous voulons réellement bâtir une Union d'Etats et de peuples.
